



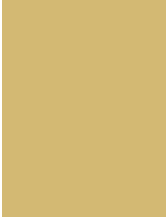
BIOGRAPHIES

Femmes justiciables et professionnelles de justice : regards croisés sur le genre



Yaëlle AMSELLEM-MAINGUY

Sociologue, chargée de recherche à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), elle est aussi enseignante-chercheuse à l'ENS Paris Saclay. Ses travaux portent sur la sexualité des jeunes, les rapports de genre et les violences. Ses travaux ont croisé à plusieurs reprises les jeunes sous main de justice puisqu'elle a notamment mené une enquête sur la sexualité des mineur-es incarcéré-es avec Benoit Coquard et Arthur Vuattoux puis plus récemment avec Isabelle Lacroix, elle a réalisé une recherche sur le passage à la majorité civile pour les mineur-es incarcéré-es dans les prisons de France hexagonale (voir article dans la revue *Mouvements*, n°115, 2023). Elle a également mené une enquête pour comprendre les conditions de vie des jeunes femmes en milieu rural (*Les filles du coin. Vivre et grandir en milieu rural*, SciencesPo Les Presses, 2021) et elle contribue à plusieurs recherches sur la sexualité des jeunes.



Catherine BOUDON [sous réserve]

Directrice de greffe, adjointe du sous-directeur des ressources humaines des greffes, référente Égalité Femmes-Hommes, ministère de la Justice.



Delphine CHAUFFAUT

Magistrate, vice-présidente placée à la cour d'appel de Paris, titulaire d'un DEA de sociologie, elle a occupé différentes fonctions en lien avec les problématiques de genre. Elle a ainsi été notamment référente égalité pour la cour d'appel d'Amiens, cheffe du département Questions Sociales à France Stratégie, directrice de projet de l'enquête « Violences et rapports de genre » en Outre-mer, à l'Institut national des études démographiques (INED). Elle a récemment coordonné le rapport de l'association Femmes de Justice : *Une décennie de réflexions et de politiques publiques sur la parité et l'égalité au sein du ministère de la Justice*, mars 2024. Elle a coordonné et animé pour l'IERDJ trois ateliers sur le thème « Femmes et Justice », et réalisé la note de synthèse : *Femmes justiciables et professionnelles de justice : regards croisés sur le genre* (2024).



Delphine DELVERT-MONTIGNY

Titulaire d'un master de droit européen des affaires, ainsi que d'un diplôme supérieur de sciences juridiques et politiques obtenus à la faculté de droit et au Centre Européen Universitaire de Nancy II, elle a exercé la fonction de directrice juridique dans l'industrie. Elle assume aujourd'hui ce même rôle au sein du Groupe MANUTAN INTERNATIONAL et de ses 27 filiales implantées dans 17 pays. Elle est également membre du Conseil d'administration du Cercle Montesquieu et présidente de la Commission Directrices Juridiques au féminin.



Sonya DJEMNI-WAGNER

Avocate générale près la Cour de cassation, chargée de mission au cabinet du procureur général pour les relations internationales, les relations institutionnelles et la recherche. Elle est présidente de l'association *Femmes de justice*. Depuis 2021, elle est membre de la Commission consultative des droits de l'Homme (CNCDH), membre française de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) du Conseil de l'Europe. De 2019 à 2023, elle a été inspectrice générale de la justice, déléguée générale au développement stratégique de l'Institut des études et de la recherche pour le droit et la justice (IERDJ).



Agnès GINDT-DUCROS

Sociologue des professions et des organisations et médecin de santé publique et médecine sociale. Ses intérêts et activités professionnelles portent sur l'enfance et l'adolescence dans une approche globale et systémique et son parcours professionnel est varié : médecin de l'éducation nationale, médecin responsable d'un service de protection maternelle et infantile, enseignante-chercheuse à l'École des hautes études en santé publique (EHESP), directrice de l'Observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE) et à ce jour directrice de la recherche et de la documentation à l'École nationale de la protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ). Ces expériences lui permettent de se situer au croisement des champs du social, de l'éducation et de la santé et d'être en capacité d'analyser les pratiques professionnelles et les politiques publiques qui leur sont relatives. Les questions des vulnérabilités, de la protection des mineurs, des inégalités notamment de genre, sont au cœur de ses réflexions où elle interroge à la fois la place des filles et la place des professionnelles. Elle a notamment publié « Médecine de l'éducation nationale : médecine de femme ? Médecine dominée » dans *École des filles, école des femmes*, sous la direction d'Hélène Buisson-Fenet, Éditions De Boeck, 2017.



Stéphanie HENNETTE-VAUCHEZ

Professeure de droit public à l'université Paris Nanterre, et membre senior de l'Institut universitaire de France. Elle travaille sur le droit des libertés fondamentales, avec un intérêt marqué pour les questions de bioéthique, les états d'urgence et les questions liées à la laïcité et la liberté religieuse. L'ensemble de ses travaux prête attention aux questions de genre. Entre 2011 et 2015, avec Diane Roman et Marc Pichard, elle a été la coordinatrice du projet de recherche RÉGINE (Recherches et Études sur le Genre et les INégalités dans les Normes en Europe) soutenu par le GIP Mission de recherche Droit et Justice (devenu IERDJ) et ayant donné lieu à la publication d'un ouvrage *La loi et le genre. Études critiques de droits français*, CNRS éditions, 2014. En 2022, elle a publié, avec Ruth Rubio Marin, le *Cambridge Companion to Gender and the Law* (Cambridge University Press).



Aude LEJEUNE

Directrice de recherche au CNRS en sociologie, rattachée au Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS) de l'université de Lille. Ses recherches portent sur les inégalités d'accès au droit et à la justice en matière de travail, de santé et de handicap. Elle a récemment publié « Salarié-es en procès : la remise de soi aux avocat-es et ses effets sur les représentations de la justice », *Genèses*, n°128, 2022, p. 56-77 ; *Droit et inégalités : approches sociologiques* (avec Camille Herlin-Giret), Éditions De Boeck, 2022 ; « Des recours genrés au droit. Usages et effets des consultations juridiques de l'inspection du travail », *Cahiers du genre*, n°76, 2024, p. 91-119.



Ombeline MAUZIER

Magistrate, présidente du tribunal judiciaire de Colmar. De 2018 à 2022, elle a été présidente de l'association Femmes de Justice et décorée de l'insigne de chevalier de l'ordre national du mérite le 8 mars 2022. De 2019 à 2023, elle a exercé les fonctions de procureure de la République à Châlons-en-Champagne où elle a développé un projet de juridiction dédié à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants. Depuis 2023, elle est membre du « comité Justice » de la fédération des associations socio-judiciaires « Citoyens et Justice ». Spécialiste du traitement des violences de genre et des questions de parité et d'égalité Femmes-Hommes, elle a publié plusieurs articles dans la presse juridique et intervient régulièrement comme formatrice à l'École nationale de la magistrature (ENM), à l'École nationale des greffes (ENG) et au Conseil national des barreaux (CNB) sur ces thématiques.



Muriel MILLE

Maîtresse de conférences en sociologie à l'université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, membre du laboratoire PRINTEMPS (Professions, Institutions, Temporalités UMR 8085) et membre associée de l'unité Genre, sexualité et inégalités de l'INED. Au sein du Collectif Onze puis du groupe de recherche Justines (Justice et Inégalités au prisme des sciences sociales), elle a pris part à une enquête collective de longue haleine sur le traitement judiciaire des séparations conjugales et ses effets inégalitaires, en s'intéressant plus spécifiquement au rôle des professionnel·les du droit (juges et avocat·es) dans cette (re)production d'inégalités. Ces travaux ont été publiés dans l'ouvrage *Au tribunal des couples. Enquête sur des affaires familiales* (Odile Jacob, 2013) et dans plusieurs articles dans des revues scientifiques. A côté de ces travaux sur la justice, ses recherches ont également porté sur les professions artistiques et sur la production des séries télévisées.



Nawel OUMER

Avocate au barreau de Paris depuis 24 ans, elle est spécialiste de droit des enfants et droit de la famille. Membre fondatrice et ancienne secrétaire générale de l'association Femmes et Droit créée en 2011, elle est membre du Syndicat des Avocats de France. Depuis 2022, elle est élue au Conseil national des Barreaux (CNB). Depuis 2024, elle préside la commission Égalité du CNB.



Cécile RAMBOURG

Sociologue, enseignante-chercheuse au sein du laboratoire de recherche (Cirap) de l'École nationale d'administration pénitentiaire (ENAP). Son travail porte sur le milieu carcéral, la manière dont celui-ci se définit, s'organise, se renouvelle, ce qu'il fait et fait faire aux individus. Ceux qui y travaillent. Ceux qui y sont enfermés. Elle a notamment réalisé l'étude Origine et évolution de la féminisation de l'administration pénitentiaire, 2014.



Anne REDONDO

Maîtresse des requêtes au Conseil d'État, secrétaire de l'association Justice administrative alter-égale. Diplômée de l'Institut d'études politiques de Strasbourg et de Paris, elle commence sa carrière comme conseillère au tribunal administratif de Melun. Après avoir été secrétaire générale adjointe de la Cour nationale du droit d'asile, puis première conseillère au tribunal administratif de Strasbourg, elle rejoint en 2018 le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports en tant que sous-directrice des affaires juridiques de l'enseignement scolaire, de la jeunesse et des sports. En 2021, elle est première conseillère au tribunal administratif d'Amiens, avant d'intégrer en 2022, la section du contentieux au Conseil d'État.



Valérie SAGANT

Magistrate, directrice de l'Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice (IERDJ). Inspectrice générale de la Justice, elle commence sa carrière comme juge d'instruction. Elle rejoint ensuite la direction des affaires criminelles et des grâces (DACG) où elle contribue à la définition et à la mise en œuvre des politiques publiques en matière de prévention de la délinquance, d'aide aux victimes, de justice alternative et de politique judiciaire de la ville. De 1998 à 2002 elle assiste le ministre délégué à la Ville sur les questions de prévention, de justice, de sécurité et de drogues. De retour au ministère de la Justice, elle est chargée en qualité de sous-directrice de l'expertise et des relations internationales au service des affaires européennes et internationales jusqu'en 2005. Elle dirigera ensuite pendant 5 années, à Montréal, le Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC) et le positionne comme l'unique organisation internationale spécialisée en prévention de la délinquance et en sécurité quotidienne. De retour en France, elle est vice-présidente chargée de l'application des peines au tribunal de grande instance de Créteil. Après avoir été conseillère auprès de la garde des Sceaux, elle est chargée des politiques publiques, politiques pénales et de la recherche-évaluation au secrétariat général du ministère de la Justice, puis directrice-adjointe de l'École nationale de la magistrature jusqu'en 2018.



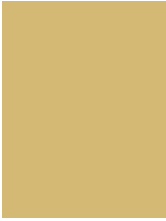
Delphine SERRE

Professeure en sociologie à l'université Paris Cité et membre du centre de recherche sur les liens sociaux (CERLIS UMR 8070). Ses recherches portent sur les professions du social et de la justice et se situent au croisement d'une sociologie du travail, du genre et des classes sociales. Elle a publié récemment : *Ultime recours. Accidents du travail et maladies professionnelles en procès* (Raisons d'Agir, 2024) ; « Justice et maux du travail : une invisibilisation genrée », *Travail, genre et sociétés*, n°51, 2024, p. 65-82 ; avec Sophie Pochic et Marylène Lieber « Harcèlement sexuel au travail : peut-on compter sur le droit ? », *Travail, genre et sociétés*, 2019, n°42, p. 165-170 ; avec Anne Paillet « Les rouages du genre. La différenciation des pratiques de travail chez les juges des enfants. », *Sociologie du travail*, 2014, vol. 56, n°3, p. 342-364.



Barbara THOMAS DAVID

Notaire, elle est présidente-fondatrice de l'association *Notaires au féminin.com*. Ses domaines d'expertises sont le droit de la famille, la gestion de patrimoine, les successions, les divorces, la médiation. Elle intervient bénévolement dans le cadre de missions d'accès au droit au sein de Maison de la justice et du droit. Elle est présidente de la Commission communication de la Chambre interdépartementale des Notaires de Paris ainsi que membre fondatrice du Prix de la femme d'influence.

**Victoria VANNEAU**

Docteure en droit, ingénieure de recherche au CNRS, coordinatrice du pôle scientifique à l'Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice (IERDJ). Spécialiste d'histoire du droit et des violences de genre, elle a notamment publié *La paix des ménages. Histoire des violences conjugales XIX^e-XXI^e siècles* (Anamosa, 2016, réédité en poche 2023) ; « Approche historique de la criminalité féminine et des sanctions prononcées à l'égard des femmes » *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n°1, janvier-mars 2020 ; « Du conjugucide aux violences conjugales. Ou comment la Justice s'est saisie des violences dans le couple », *Raison présente*, n°227, 2023.



Mélanie VILLIERS

Rapporteuse à la 7^{ème} chambre de la Section du contentieux, puis à la Section de l'intérieure, elle a été chargée ces deux dernières années de l'élaboration de l'étude annuelle du Conseil d'État (2023 sur le dernier kilomètre de l'action publique, 2024 sur la souveraineté), en tant que rapporteure générale adjointe à la Section des études, de la prospective et de la coopération. Elle est diplômée de l'Institut d'études politiques de Strasbourg et ancien élève de l'École nationale d'administration, promotion « Simone Veil » (2004-2006). Après trois années à la direction générale des collectivités territoriales (DGCL) en charge du bureau des concours financiers et du secrétariat du Comité des finances locales, elle effectue sa mobilité à la Cour des Comptes (4^{ème} chambre), puis rejoint la préfecture de Paris et d'Île de France, en tant que cheffe de cabinet du préfet de région (2010-2012). Elle exerce ensuite les fonctions d'experte nationale détachée à la Commission européenne au sein de la direction générale REGIO (chargée de la politique régionale). De retour en France, elle est nommée directrice de cabinet du préfet des Hauts-de-Seine en janvier 2016. En mai 2017, elle rejoint le cabinet du Premier ministre Edouard Philippe, en qualité de conseillère technique Collectivités territoriales et aménagement du territoire. Elle intègre le Conseil d'État en juillet 2019.

**Laurent WILLEMEZ**

Professeur de sociologie à l'université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines et membre du laboratoire PRINTEMPS (Professions, Institutions, Temporalités UMR 8085). Ses travaux portent sur les professions juridiques et judiciaires et le champ juridique au prisme de la sociologie du travail, des organisations et des groupes professionnels, sur les engagements militants et pratiques syndicales. Avec Yoann Demoli, il a coécrit un ouvrage sur la *Sociologie de la magistrature*, (Armand Colin, 2023) et un article « Un métier féminisé et difficile. Réflexions sur l'actualité et l'avenir de la magistrature française » (Revue pratique de la prospective et de l'innovation, n°2, 2022).

À PROPOS DE L'INSTITUT DES ÉTUDES ET DE LA RECHERCHE SUR LE DROIT ET LA JUSTICE (IERDJ) :

L'IERDJ a pour objet la promotion d'une réflexion originale et prospective, le développement de la recherche et son soutien, ainsi que la mobilisation et la diffusion des connaissances sur les normes, la régulation juridique, les missions et le fonctionnement de la justice, dans tous les champs disciplinaires pertinents. Son action s'adresse à l'ensemble des professionnels concernés, aux acteurs de la recherche et de la formation, comme à un plus large public, sur le plan national, européen et international.